

tenue sous la présidence de Madame SELLES, assisté(e)
de Monsieur RIVIERE et Madame CRASSUS, Conseillers
En présence de Madame NEUMAIER, Rapporteuse publique
Madame DANGENG, Greffière

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2300023	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Ismael E. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision portant refus de son transfert auprès de sa famille	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur E. Ismael	Monsieur E. Ismael
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
02)	DOSSIER N° 2300378	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Fotios B. demande au tribunal d'annuler la décision du 14 décembre 2022 par laquelle le Garde des Sceaux, ministre de la justice a maintenu son inscription au répertoire des détenus particulièrement signalés (DPS)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Fotios	Maître VIOLLEAU Marie (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
03)	DOSSIER N° 2300510	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Fotios B. , incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision du 14 décembre 2022 par laquelle le Garde des Sceaux, ministre de la justice a maintenu son inscription au répertoire des détenus particulièrement signalés (DPS)	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Fotios	Maître VIOLLEAU Marie (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2300518	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Rémi G., incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision implicite née le 21 novembre 2022 par laquelle le Directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse a rejeté le recours administratif préalable obligatoire formé à l'encontre de la sanction disciplinaire qui lui a été infligée le 11 octobre 2022 par la commission de discipline du Centre pénitentiaire de Lannemezan.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur GONZALEZ Rémi	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
05)	DOSSIER N° 2302557	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Rémi G. , incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse par laquelle il rejette son recours administratif préalable obligatoire formé à l'encontre de la sanction disciplinaire qui lui a été infligée le 24 mai 2023 par la commission de discipline du centre pénitentiaire de Lannemezan	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur G. Rémi	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
06)	DOSSIER N° 2301468	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Salim A. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision non communiquée par laquelle le Directeur du centre pénitentiaire a ordonné sa gestion menottée, restreignant ses mouvements de manière considérable.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur A. Salim	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

10 heures 30

07)	DOSSIER N° 2301987	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Mathias Q. , transféré au centre pénitentiaire de Villeneuve-Lès-Magelones, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 20 juillet 2023 prise par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse portant suspension de son traitement à compter du 19 juillet 2023	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur Q. Mathias	Monsieur Q. Mathias
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
08)	DOSSIER N° 2302483	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Philippe D. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 25 juillet 2023 par laquelle le chef du bureau de la gestion des détentions a refusé sa demande de changement d'affectation et a ordonné son maintien au centre pénitentiaire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D. Philippe	Maître BEDOURET Elodie (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
09)	DOSSIER N° 2302613	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Orélien D. , précédemment incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal de condamner l'Etat à lui verser la somme de 1 800 euros en réparation des préjudices subis suite à des fouilles entre août 2019 et novembre 2022, sans motif, à nu à l'issue du parloir, d'UVF et à l'occasion de son départ en extraction médicale	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D. Orélien	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

10 heures 30

10)	DOSSIER N° 2302653	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Zaiko S. , incarcéré à la maison d'arrêt de Tarbes, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 15 septembre 2023 prise par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse portant transfert vers le centre pénitentiaire de Perpignan.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur S. Zaiko	Monsieur S. Zaiko
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
11)	DOSSIER N° 2302750	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Chad R. demande au tribunal d'annuler la décision en date du 4 août 2023 prise par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Bordeaux portant rejet de son recours administratif préalable obligatoire formé à l'encontre de la sanction disciplinaire qui lui a été infligée le 24 juillet 2023 par la commission de discipline du centre pénitentiaire de Mont de Marsan	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur R. Chad	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	
12)	DOSSIER N° 2302833	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	Renvoi TA AMIENS - M. Chaïsse B. , actuellement détenu au centre pénitentiaire de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 13 septembre 2023 prise par le directeur interrégional des services pénitentiaires de Toulouse portant rejet de son recours administratif préalable obligatoire contre la décision du 17 août 2023 du président de la commission de discipline le sanctionnant de 14 jours de cellule disciplinaire dont 4 jours avec sursis.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur B. Chaïsse	SCP THEMIS AVOCATS & ASSOCIES (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

10 heures 30

13)	DOSSIER N° 2302924	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Mikel Kabikoitz C. , incarcéré à la maison d'arrêt de Lannemezan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 12 octobre 2023 prise par le directeur de l'administration pénitentiaire de Lannemezan portant maintien au répertoire des détenus particulièrement signalés	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur C. Mikel Kabikoitz	Maître PAULUS-BASURCO Maritxu (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

14)	DOSSIER N° 2303297	RAPPORTEURE: Madame Magali SELLES
Titre de l'affaire	M. Jean-Bernard D. , incarcéré au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan, demande au tribunal d'annuler la décision en date du 9 octobre 2023 portant transfert au centre de détention d'Uzerche	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur D. Jean-Bernard	Monsieur D. Jean-Bernard
Défendeur	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	

10 heures 30

15) DOSSIER N° 2201087 RAPPORTEURE: Madame Myriam ACHE

Titre de l'affaire Le SYNDICAT D'HOTELLERIE DE PLEIN AIR DES LANDES et autres demandent au tribunal d'annuler la décision expresse de rejet opposée par la Communauté de Communes des Grands Lacs le 29 mars 2022 à la suite de leur recours gracieux tendant à l'abrogation de la délibération n° 2021-087 du 11 août 2021 relative aux nouvelles tarifications de l'eau potable pour des ensembles immobiliers et à certaines clauses règlementaires du contrat de concession du service public d'eau potable conclu par la collectivité avec la Société Saur.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SYNDICAT D'HOTELLERIE DE PLEIN AIR DES LANDES	CABINET FERRANT (Cour)
	SAS LA BRINDILLE	CABINET FERRANT (Cour)
	SAS LES ECUREUILS	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL LES FONTAINES DE NAVA	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL LOISIRLANDES	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL CAMPING LES PRES VERTS	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL CAMPING LES ECHASSES	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL CAMPING CALLEDE	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL CAMPING DE L'ARBRE D'OR	CABINET FERRANT (Cour)
	SAS LA FORET	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL CAMPING LAS CHANCAS	CABINET FERRANT (Cour)
	SARL ARREAU LOISIRS	CABINET FERRANT (Cour)
	SAS TOURISMES POUR L'AVENIR	CABINET FERRANT (Cour)
	Monsieur D. Christophe	CABINET FERRANT (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DES GRANDS LACS	HMS ATLANTIQUE AVOCATS (Cour)
Observateur	SAUR LANDES	

10 heures 30

16)	DOSSIER N° 2201175	RAPPORTEURE: Madame Myriam ACHE
Titre de l'affaire	M. Vincent V. demande au tribunal de condamner le centre hospitalier de Mont-de-Marsan au versement d'indemnités en réparation du préjudice subi lors de son opération chirurgicale du 12 août 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur V. Vincent	Maître CAPDEVILLE Corinne
Intervenant	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY-DE-DÔME	Maître NOLOT Sandrine (Cour)
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER DE MONT-DE-MARSAN	SELARLU KARINE LHOMY (Cour)
17)	DOSSIER N° 2202544	RAPPORTEURE: Madame Myriam ACHE
Titre de l'affaire	Mme Jocelyne B. , épouse G., demande au tribunal d'annuler la décision de l'EHPAD Léon Lafourcade en date du 20 septembre 2022 portant rejet de son recours administratif préalable à l'encontre de la décision n° 2022 – 52 de placement en disponibilité d'office pour raisons de santé.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame B. EPOUSE G. Jocelyne	SCP ETCHEVERRY-ETCHEGARAY
Défendeur	EHPAD LEON LAFOURCADE	CABINET GOUTAL ALIBERT ET ASSOCIES - HEKA
18)	DOSSIER N° 2400549	RAPPORTEURE: Madame Myriam ACHE
Titre de l'affaire	M. Nader S. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-32-20 en date du 18 janvier 2024 pris par le préfet du Gers portant refus de renouvellement d'une carte de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination, et présentation 1 fois par semaine au commissariat d'Auch.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur S. Nader	Maître GONTIER Pierre (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DU GERS	

10 heures 30

19)	DOSSIER N° 2401226	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	Mme Geeta B. , épouse C., demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet, née du silence gardé par le préfet des Pyrénées-Atlantiques sur sa demande de titre de séjour	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame B. Geeta Monsieur C. Xavier	Maître IRIART Otxanda (Cour) Maître IRIART Otxanda (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	
20)	DOSSIER N° 2401771	RAPPORTEURE: Madame Laura CRASSUS
Titre de l'affaire	M. Aiman R. demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 2024-03-21a pris par le préfet des Hautes-Pyrénées le 21 mars 2024, notifié le 1er juillet 2024, portant refus de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours, fixant le pays de destination, interdiction de retour pour une durée d'un an et signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur R. Aiman	Maître BEDOURET Elodie (Cour)
Défendeur	PRÉFECTURE DES HAUTES-PYRÉNÉES	

Arrêté le 12/03/2025

Le président du tribunal